L'effroyable passivité française face aux urgences énergétiques

Posté le : 20 décembre 2022 15:04 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Crise systémique, Attitudes, Analyse sectorielle, Histoire économique récente, Economie et politique

Nous savons tous que les Verts nous ont conduits dans le mur en imposant la quasi-destruction de la filière de l'énergie atomique. Ils ont fichu en l'air le présent et le futur, notamment en supprimant les efforts lancés sur la piste du surgénérateur. Aussi bien Phoenix que les projets plus récents comme Astrid ont été purement et simplement abandonnés. Les savants et ingénieurs qui portaient le savoir français ont été priés d'aller se faire voir ailleurs. Les hauts fonctionnaires, qu'ils s'agissent de Jospin, de Hollande ou de Macron, ont préféré à l'intérêt général des manœuvres politiciennes misérables pour quêter des voix prétendument écologiques. Ah ! Les belles carrières inespérées pour des dérisoires : Mamère, Voynet, Hulot, Duflot, Pompili, De Rugy, ont eu des postes trop grands pour eux pour eux et leurs bêtises s'avèrent désespérantes pour le pays. Les conséquences ont été destructrices et calamiteuses.

L'Union Européenne par sa propre dynamique de destruction des Etats et des nations et son hubris fédéraliste a contribué de deux façons à aggraver la situation : elle s'est fait le relais de l'ONU et des ONG, sans le moindre filtre et le minimum de réflexion nécessaire. Lorsqu'on voit que la décision de supprimer le moteur thermique s'est faite sans aucune étude d'impact, on croit rêver ! Dominée par l'Allemagne réunifiée qui s'est lancée également dans des coalitions avec les Verts, et totalement asphyxiée mentalement par les pouvoirs accordés au nom de la liberté de circulation des biens, des capitaux et des personnes, elle a poussé l'idéologie de la concurrence à l'extrême en voulant créer un marché libre de l'énergie dans des conditions totalement artificielles. C'est comme cela que l'Union Européenne sous menace d'amendes terrifiantes a imposé le démantèlement d'EDF et la création d'un système de prix basé sur le coût marginal du gaz ! Une invraisemblable sottise dictée par la volonté de puissance de l'Allemagne autant que par l'idéologie européiste, un coktail tragique.

Aujourd'hui les masques sont tombés. Les Verts sont des contempteurs du capitalisme et du patriarcat, rien d'autre. Le marché libre de l'énergie est une farce. L'Allemagne a fait des choix totalement déments, en associant éoliennes et gaz russes. Ils sont obligés de pousser les centrales à charbon et lignite, les plus polluantes.

La France où l'énarchie compassionnelle a liquidé les industries, sacrifié la compétitivité, creusé les déficits et la dette, créé une fiscalité délirante, se retrouve avec une énergie trois fois plus chères que tous ses concurrents et au risque de perdre des centaines de milliers d'entreprises et des millions d'emplois !

Rappelons que la France qui produit de l'énergie à 50 euros le MWh va être obligée de payer plus de 325 euros le MWh, parfois jusqu'à 500 euros pour ce même MWh. Sans aucune autre raison que l'idéologie et la mauvaise foi de l'Union Européenne et de l'Allemagne.

C'est un suicide industriel national annoncé. On devrait voir le gouvernement arc-bouté à la recherche de solutions et prêt à prendre les décisions éventuellement très en rupture avec la bienopensance européiste. Mais rien, asolument rien ne se passe. Le président s'amuse à voleter en

avion d'un point à un autre et à essayer par des papouilles à récupérer la popularité de certains footballeurs ou soldats valeureux. Mme Borne attend la voix de son maître et les éléments de langage fabriqués dans l'officine présidentielle ad hoc. On annonce que l'Europe va sans doute, un jour peut-être, modifier quelques parties avariées du monstre qu'elle a créé, non sans avoir d'abord imposé une baisse drastique des émissions carbone. De toute façon on pourra se défausser sur l'Europe du mécontentement populaire.

Donc rien ne se passe. Borne dort sur le dossier en attendant Godot. M. Macron accumule les opérations image. La catastrophe, elle, arrive, comme une avalanche qui vient juste de décrocher du manteau neigeux.

Le RN caresse ses chats. Les membres de la Nupes s'entre-dévorent. LR sans aucun programme commun persiste dans ses querelles de personnes. M. Retailleau, battu aux élections à la présidence de LR écrit dans le Figaro un article incendiaire et personnel sur la question des retraites (sur laquelle il a des principes, alors que le parti n'a pas de programme collectif), sans se rendre compte que l'urgence n'est pas là.

Il faudrait bien qu'un parti d'opposition responsable exige deux lois fondamentales immédiates :

1. Le retour à une stratégie nationale de l'énergie permettant d'obtenir une énergie à 100 euros maximum le MWh dès janvier, avec remise en service immédiate des réacteurs bloqués par une précaution excessive sur une corrosion sans importance à court terme sur un circuit secondaire (fait sans le dire et partiellement par peur des cris sur les risques pris en termes de sécurité)). S'il faut une attitude de la chaise vide à Bruxelles, c'est le moment de le faire. Le masochisme a ses limites et les menaces d'amende gigantesque doivent être repoussées du pied avec mépris.
2. La réforme du droit de grève selon les critères généralement admis dans le monde libéral occidental, qui ne permet pas la grève dans des entreprises à caractère de monopole et dont l'activité est fondamentale pour le pays. Permettre à la CGT de faire grève de la maintenance dans les usines atomiques et de bloquer la production et la diffusion de l'électricité ne peut pas être autorisé. Ce sont de pures trahisons de la sécurité nationale.

Ensuite, et ensuite seulement, on pourra passer à la question des modalités du système des retraites.

Mettre les urgences dans la bonne séquence et forcer le gouvernement à agir rapidement sur la question vitale posée actuellement au pays serait le rôle crucial d'un mouvement gaulliste cherchant prioritairement le salut national.

Sans cette pression, Emmanuel Macron, prisonnier de son ambition européiste personnelle, et indifférent aux pays, ne fera rien d'autre que de manipuler grossièrement la population. La séquence "peur panique des coupures et des délestages" , campagne civique, puis on rassure tout le monde, est sans doute un nouverau chef d'oeuvre de communication de crise. On a tenu trois mois. Et on a reculé le temps du mépris absolu.

Si on se contente de cette attitude vicieuse et déplacée, on passera vite de la passivité incompréhensible à la passivité criminelle, digne de la haute cour ! La France n'acceptera pas cinq années comme 2022 ! En pire.

Cercle des économistes e-toile